

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

L'ACTION INTERNATIONALE DE LA FRANCE

de YVONNE DUVAL

L'entretien télévisé du 27 février nous a présenté un Giscard d'Estaing soucieux plutôt de s'attirer la sympathie de son électorat (par les accents mis sur l'indépendance) que de renforcer le monde libre pour défendre l'Europe contre son terrible ennemi.

Certains commentaires ont accusé le Président d'ambiguïté, à propos de ses efforts d'expliquer comment un pays pouvait ne pas être aligné sans devenir de ce fait un pays non aligné. A écouter M. Giscard d'Estaing, «ce qu'il y a de plus simple, c'est l'alignement», mais on ne l'a pas compris et chacun a donné à la pensée du Président l'interprétation qui lui convenait. On l'a accusé aussi d'accepter (ou de promouvoir?) ce qu'on a appelé «la diplomatie du zigzag et du clair-obscur», une politique étrangère «molle, timide et hésitante».

Ce qui, malgré toutes les obscurités stylistique et diplomatiques qu'on trouvera dans les propos de cet entretien, reste très clair est que la France, à l'heure actuelle, n'est pas un allié digne de foi et que les vrais européistes n'ont aucune raison d'être optimistes. En effet, M. Giscard d'Estaing a dit de belles paroles sur l'Europe («il faut reconstituer l'influence de l'Europe dans le monde»), mais son éloge des quinze ans de détente qui ont maintenu la paix signifie au

fond un éloge déguisé de la «Pax Sovietica», avec ses multiples interventions au Vietnam, en Angola, au Cambodge et maintenant en Afghanistan. Une telle attitude envers le Kremlin ne nous donne aucune confiance au sujet de la consolidation et de l'accroissement de l'Europe libre.

Ni aligné, ni non-aligné

Le Président a commencé par les phrases:

«Je voudrais d'abord dire à qui je destine ces explications. Je ne les destine pas aux spécialistes de l'action diplomatique qui suivent les événements au jour le jour. Je les destine aux Françaises et aux Français qui ont travaillé pendant la journée, qui sont rentrés chez eux ce soir et qui ont le désir de mieux comprendre la situation internationale et l'action internationale de la France. C'est à eux que s'adresseront mes explications».

Ceux qui ont effectivement compris, se sont rendu compte de la volonté du Président d'accélérer l'éloignement de la France des Etats-Unis et de faire oublier aux Français que s'ils sont encore libres ils le doivent justement aux Etats-Unis, les seuls

défenseurs de l'Europe contre l'impérialisme soviétique.

Mais beaucoup n'ont pas compris, par exemple, cette profonde subtilité dialectique à propos de la France qui «tout en appartenant à une alliance n'est pas aligné» et qui «ne peut pas, pour autant, appartenir au mouvement des non-alignés».

«Dialectique trop spécieuse pour être convaincante» - notait justement l'«Humanité» (avec laquelle nous sommes pour une fois d'accord!), à propos de tout le discours.

M. Giscard d'Estaing ne conteste pas - et comment pouvait-il le faire? - que la France fait partie d'une alliance qui résulte du traité de l'Atlantique nord, mais l'idée d'appartenir à l'un des deux «blocs» lui déplait, tout comme leur existence même.

«L'idée vers laquelle on nous pousse, c'est celle de l'alignement dans le monde à l'intérieur de blocs, en fonction des affinités que nous éprouvons les uns et les autres. C'est une idée très dangereuse pour l'équilibre et pour la paix».

Appuyer les Etats-Unis dans un moment difficile dans leurs relations avec l'Urss, être parfaitement solidaires avec les Etats-Unis *dans toutes les actions fermes et sans équivoque qui puissent freiner les ambitions impérialistes de Moscou*, tout cela ne signifie probablement pas, pour M. Giscard d'Estaing, être fidèle aux alliances, mais faire preuve de ...alignement!

«Si la France s'alignait sur la politique de tel ou tel autre pays, sa politique serait simple, mais elle cesserait d'exister. La France deviendrait, du point de vue extérieur, la province d'une superpuissance. Ce n'est pas ce que nous enseigne notre histoire, ni ce que veut notre peuple. Celui-ci souhaite que nous soyons fidèles à nos alliances - nous le sommes - et que nous conduisions en même temps une politique indépendante dans le respect de nos solidarités».

Il est vrai que dans le traité de l'Atlantique nord on ne fait pas mention expresse de l'attitude que devraient prendre les alliés en cas d'une invasion militaire des soviétiques en Afghanistan! Mais un allié sincère, loyal n'agit pas comme agit la France, au nom de son indépendance nationale et de



M. Giscard d'Estaing avec Issa t

peur de devenir un «province d'une superpuissance».

Le mythe nucléaire

Fière de son indépendance, de sa «voie nationale», la France a «la possibilité de conduire une action internationale, elle doit avoir la volonté de le faire et elle doit la conduire elle-même, suivant ses conceptions, suivant ses intérêts, pour apporter sa propre contribution à la paix et à la sécurité du monde.»

Très bien dit! Mais à part le charme de cette belle rhétorique, sur quoi la France peut-elle réellement compter dans l'affrontement entre l'Europe et l'Anti-Europe?

Le Président répond à cette question implicite par l'éloge de la capacité militaire de son pays:

«De tous les pays occidentaux, la France est celui qui s'est imposé l'effort de défense le plus régulier et le plus soutenu. Cela apparaît dans la mesure de nos moyens de défense. En 1974, la force de dissuasion française était à même d'utiliser une puissance nucléaire de 20 mégatonnes. Cela représente environ mille fois la bombe d'Hiroshima. Ce n'est satisfaisant ni pour l'esprit ni pour le coeur, mais donne la mesure de l'importance de nos moyens.

En 1974, 20 mégatonnes. En 1980, 75 mégatonnes. En 1985, nous atteindrons 90 mégatonnes: nous avons actuellement la troisième force nucléaire du monde, et elle est reconnue comme telle.»

Nous ne voulons pas du tout minimiser l'effort des ingénieurs et techniciens français qui ont créé l'arsenal nucléaire de la France et nous nous rendons parfaitement compte des sacrifices que ces 75 mégatonnes ont coûté à la nation française. Toutefois nous ne pouvons pas nous empêcher de penser à la force réelle et psychologique que cet arsenal peut exercer dans la grande compétition qui oppose les amis et l'ennemi de l'Europe.

Les 75 mégatonnes de la France sont très utiles, mais pas à une France isolée et orgueilleuse, mais à une France consciente de la nécessité d'unir ses forces et ses ressources à celles de tous les pays du monde qui se défendent des agressions réelles et potentielles tramées par le Kremlin.



an al Khalifa, l'émire du Bahrein.



LE ROLE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

Depuis qu'elle s'est reprise de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe occidentale est à la recherche d'un rôle politique et souffre du fait que son unification politique n'a jamais correspondu à son niveau de puissance économique reconquise. C'est ainsi que l'on n'a jamais réussi à mettre réellement au clair la perspective européenne de la politique mondiale. Il s'est ajouté à cela - en analysant froidement et de façon réaliste la situation - que l'on devait arriver à la conclusion que la sécurité de l'Europe ne pouvait être garantie uniquement que par les Etats-Unis.

La politique européenne s'est longtemps concentrée sur deux problèmes fondamentaux: faire de tout pour éviter que les Etats-Unis négligent la sécurité européenne et, en cas de pourparlers entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, arriver à un accord entre les grandes puissances qui ne tienne pas compte des intérêts vitaux de l'Europe. La méthode suivie dans ce contexte par les Européens a été celle de la politique de sécurité. L'Europe se devait de devenir suffisamment forte pour conserver intacte la volonté des Etats-Unis de contribuer à sa défense, mais en même temps si faible également, que les Américains

n'auraient pas pu renoncer à l'intimidation nucléaire sans courir le risque réel de la perdre. Cette situation artificiellement précaire était conservée pour protéger l'Europe du danger que les Etats-Unis ne passent des accords avec l'Union soviétique aux dépens de l'Europe.

La première à s'éloigner de cette stratégie a été la France de de Gaulle. Mais la décision de la France de construire sa propre défense nationale et surtout son propre arsenal nucléaire n'était, au fond, rien d'autre qu'une expression de la vieille méfiance européenne quant à la disponibilité américaine à défendre réellement les intérêts européens dans des situations dangereuses. L'initiative française n'ajoutait donc rien de nouveau à la politique européenne. Vers l'extérieur, de Gaulle était de l'avis que la France reconquière son indépendance et sa liberté de mouvement grâce à la défense nationale; mais il voulait, en réalité, avoir en main un levier pour contraindre les Etats-Unis à défendre l'Europe en cas de nécessité.

Il est advenu un changement bien plus profond dans la politique européenne avec l'instauration de l'Ostpolitik allemande dont le but n'était pas de relâcher les liens

avec les Etats-Unis. La politique des traités avec le bloc oriental devait servir à mieux se défendre contre les éventuels oublis des intérêts allemands dans le dialogue bilatéral entre Washington et Moscou. Avec cette politique, on désirait, pour ainsi dire, consolider non seulement à Washington, mais aussi à Moscou, un intérêt pour le sort de la République fédérale. Les traités avec l'Orient devaient, dans les cas de tensions internationales, jouer le rôle de tampon, qui puisse assurer le calme nécessaire pour décider, en toute indépendance, sur l'entité et le type d'aide dont on avait besoin. Il est clair, maintenant - et les mouvements et les déclarations des hommes politiques allemands le confirment - que cette politique est entrée dans une phase critique d'épreuve. Cette épreuve devait arriver au moment où il ne s'agissait plus de se demander jusqu'à quel point les Européens pouvaient se fier des Etats-Unis dans la défense de leurs intérêts, mais au contraire au moment où les Etats-Unis, se trouvant au sein d'une crise internationale, d'origine extra-européenne, se seraient demandé si les Européens leur seraient restés solidaires.

Dans cette situation, la politique allemande a eu recours à une solution qui n'est pas nouvelle dans l'histoire de l'Alliance entre les Etats-Unis et l'Europe. Pour résoudre la crise, Bonn propose une répartition équilibrée des charges. La politique allemande s'estime autorisée à le faire parce que, également, peu avant que n'éclate la crise des relations internationales, elle avait fait en sorte que l'Europe assume de nouvelles tâches. En approuvant la modernisation de l'Otan et l'installation de nouvelles armes américaines à portée moyenne, la politique allemande estime avoir fait une faveur aux Etats-Unis, parce qu'elle évite ainsi à Washington l'engagement de faire un usage immédiat des armes intercontinentales nucléaires installées en Europe dans des buts d'intimidation en cas de menace pour le vieux continent.

Malgré cela, l'idée lancée par Bonn de la répartition des charges resterait inefficace si elle se limitait à multiplier les efforts dans le secteur de la défense conventionnelle en assumant des charges financières soutenues jusqu'à présent par les Etats-Unis, permettant ainsi à Washington de se concentrer d'avantage sur la solution des problèmes dans d'autres régions du monde.

Mais la crédibilité et, également, la possibilité de réalisation de cette conception sont mises en danger par le fait que Paris part, actuellement, de présuppositions très différentes. L'année dernière, déjà, la France avait diffusé la nouvelle - déclarée, avec élégance, privée - qu'il était temps de penser à transformer le potentiel nucléaire français en une sorte de noyau central de la puissance nucléaire européenne en voie de formation. Alors que l'on pouvait supposer, à cette époque, que la France cherchait des partenaires riches en mesure de participer au financement de son armement atomique, on a maintenant une vision plus claire des intentions françaises. Les partis gouvernementaux de Paris déclarent ouvertement que ce potentiel nucléaire européen permettrait à l'Europe de se tenir à l'écart des crises internationales qui secouent les relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, sans mettre en danger sa propre intégrité et sa propre sécurité. Ce potentiel pourrait contribuer à décrocher l'Europe de l'Otan et, également, à la tenir à l'écart des conflits entre les grandes puissances.

Ces réflexions doivent être tabous pour la République fédérale, qui ne doit pas et ne veut pas devenir une puissance nucléaire; elle pourra, au maximum, être un partenaire qui aidera financièrement une puissance nucléaire sans, pour autant, avoir de pouvoirs décisionnels plus importants que ceux qu'elle possède actuellement. La République fédérale d'Allemagne n'accroîtrait pas sa sécurité; elle changerait simplement de partenaire dans le secteur de l'intimidation nucléaire - le rôle des Etats-Unis serait joué par la France. Pour aucun autre pays, comme l'Allemagne fédérale, ce développement deviendrait si évident. Ce changement aurait des répercussions colossales sur la politique mondiale et ne tiendrait pas compte du fait que depuis la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont une position légitime en Europe que nous avons toujours estimé nécessaire dans l'intérêt de Berlin. En agissant comme le suggère la France, la République fédérale participerait à l'expulsion de l'Amérique de l'Europe, renversant ainsi l'ordre et les priorités actuellement existantes. Bonn devra dire à Paris qu'elle ne peut pas participer à une telle initiative.

(Der Tagesspiegel, 3 février 1980)

La drogue - Problème européen



« Condition des jeunes et drogue », tel est le thème d'une enquête conduite dans la région du Trentin-Haut-Adige, enquête illustrée dans l'ouvrage d'Emilio Gius et reprise dans une vaste étude publiée par le magazine « Il Regno ».

Avant d'arriver à une définition du drogué véritable, il est procédé à une analyse soignée des causes qui poussent l'adolescent sur la voie de la drogue. La première découverte à ce propos est « le fléchissement dramatique de l'adolescent: arrivé en toute tranquillité sur le seuil de ses 14-15 ans, le monde éthique précédent se brise car il n'est pas proportionné au monde réel dans lequel il est introduit sans aucune préparation. Ce n'est que plus tard, dans le sillon de cette crise de valeurs, que viennent se brancher d'autres phénomènes: crise de la famille, contestation scolaire et politique, abandon de la religion, drogue ».

Le premier reproche que lance un jeune contre la société contemporaine est celui de son émargination. En effet, les étudiants sont contraints à une dépendance économique humiliante jusqu'à vingt ans et au-delà car ils n'ont pas d'espace économique et

décisionnel. A la fin du secondaire premier cycle, l'enfant n'est pas en mesure d'affronter ses premiers choix autonomes, par suite du manque de modèles utiles et d'une échelle des valeurs pour se mesurer soi-même et mesurer les choses. On cite les chiffres de la contestation: l'enquête de Gius - limitée uniquement au Trentin-Haut-Adige - révèle que 82% des étudiants abhorrent cette société (à Rome, 90% des jeunes contestent) et que 24% se situent dans une perspective littéralement révolutionnaire.

Ces chiffres étaient interprétés, jusqu'à hier, sous l'aspect politique et l'on déduisait que les jeunes gens demandaient surtout le changement du système. Or nous savons maintenant - bien que les jeunes eux-mêmes ne savent souvent pas s'expliquer - que pas même la politique est la réponse; en effet toutes les enquêtes démontrent non seulement la crise de la pratique active dans le parti, mais également des attentes de rechanges structurels dérivées de la lutte politique.

Une confirmation: si l'on s'en tient à l'échantillon de Gius, les filles sont bien plus critiques et leur dissentiment est plus

fort que celui des garçons (respectivement 87% contre 77%) vis-à-vis des questions posées sur le jugement à exprimer sur notre société. Mais tandis que les garçons acceptent encore d'exprimer leur malaise par le truchement de conceptualisations politiques, les filles parlent de préférence de crise de «modèles, de normes, de valeurs en vigueur».

Qu'en est-il donc des domaines que devraient offrir aux jeunes gens les valeurs essentielles de la vie, c'est-à-dire la religion, la politique, la famille, la culture? Dans le domaine religieux, 41% des jeunes Trentins se déclarent croyants; 44% déclarent le message religieux utile ou même nécessaire pour une coexistence humaine plus juste; 23% seulement estiment que la religion est un fait socialement secondaire et 7% la qualifie d'instrument de pouvoir exploiteur.

Parmi les drogués, également, la recherche mettra en évidence l'appel assez fréquent à des nécessités mystiques, ne serait-ce que comme une tentative de s'agripper à quelque chose qui soit au-delà de l'inconsistance désespérante de tous les jours.

Malgré cet appel persistant du transcendant, deux jeunes Trentins sur trois ne sont plus pratiquants; et ceux qui pratiquent la religion se joignent, malgré tout, à ceux qui l'ont abandonnée pour demander une manière différente de vivre la foi (64%, en effet, sont sur des positions revendicatives par rapport aux normes chrétiennes d'éducation).

Sept pour cent de l'échantillon seulement déclarent trouver dans le christianisme la raison fondamentale pour espérer et pour agir.

Le refus du christianisme de la part des jeunes doit être attribué, selon les prêtres, à la dissolution, après l'adolescence, des jeunes pratiquants et à l'analphabétisme intégral en matière de religion des élèves qui ont terminé le lycée. Mais on ne peut même pas constater que les idéologies de parti se soient substituées à l'orientation éthique: deux jeunes Trentins sur cinq font de la politique d'une manière plutôt épisodique. Ceci laisse entrevoir que la crise concerne, en réalité, toute la société et ses valeurs: les jeunes ne croient pas au système - et non seulement au système capitaliste, mais à celui que pose la société basée sur le travail, la production, l'ordre, la solidarité nationale, la loi, l'Etat.

En ce qui concerne, d'autre part, les rapports parents-enfants, les parents trentins sont satisfaits dans une proportion de 90% des rapports qu'ils entretiennent avec leurs enfants. Ils entendent probablement par là qu'il n'existe pas avec eux de conflits insupportables et qu'ils prêtent généreusement confiance à leurs fils, même si ces derniers devaient les contester.

Ces mêmes enfants n'émettent pas de jugements catastrophiques sur leur famille: 20% dénoncent des conflits de nature variée; 60% sont en bons rapports avec leur père; la mère est encore moins sur la sellette (79% déclarent être en parfait accord avec elle).

L'auteur défend la famille non pas tant en partant de ces indices - par ailleurs déjà indicatifs -, mais en faisant levier sur le fait que la plupart des jeunes (y compris les drogués) déclarent avoir eu une enfance heureuse. Ce sont les psychologues - comme le soupçonne Gius - qui veulent à tout prix établir un lien entre la drogue et autres maux et une enfance moins heureuse: comme si tout pouvait se résoudre en demandant aux parents de rendre leurs enfants plus heureux pour supprimer ainsi tous les graves problèmes de la crise des jeunes.

La famille a certes ses propres torts.

L'enquête démontre que les enfants ont raison quand ils se plaignent du manque de responsabilisation dans leur éducation (9% seulement reconnaissent que ce n'est pas tellement plus d'autonomie qu'ils ont obtenue, mais plus d'incitation à choisir en toute responsabilité).

Malgré ces limites familiales, ce sont avant tout les raisons de vivre d'une façon plutôt que d'une autre qui manquent aux jeunes gens.

«Les jugements normatifs exprimés par le père peuvent finir par être rejetés non pas tant et non pas seulement parce qu'ils sont en contraste avec les désirs et les besoins du jeune, mais parce qu'ils sont perçus comme n'étant pas adaptés pour guider efficacement sa pensée». Le parent n'est plus en mesure - étant donné la crise générale de l'âge en vigueur - d'offrir à son enfant un projet de vie qui soit convaincant.

Mais il en est de même pour l'école, même si 50% des jeunes Trentins interrogés sont satisfaits de la fréquenter.

Ce que demandent les jeunes gens de

vingt ans, eux par contre déçus dans une proportion de 75%, c'est que l'école les prépare mieux à la vie. Il serait difficile, d'autre part, de penser qu'un trouble aussi important ne dérive que du peu d'envie de s'engager dans les études de la part des jeunes gens, vue que 80% d'entre eux ont déclaré être concernés par des activités culturelles extra-scolaires.

Il résulte donc, à ce point, que le jeune cherche hors de sa famille et de l'école, de nouveaux centres d'agrégation pour y trouver une meilleure consistance personnelle, par l'identification soit avec les leaders du groupe, soit avec le groupe lui-même comme «moi» collectif.

La communauté des amis ou même l'«entourage» uniquement est «le point de référence privilégié»; «il tend à assumer des fonctions normatives que les parents perdent peu à peu partiellement».

C'est ainsi que s'expliquent les adhésions enthousiastes à des mouvements ou à des communautés de base, mal interprétées comme une réaction de la volonté de réagrégation publique catholique.

En réalité, les adhésions aux groupes ne sont pas uniquement un phénomène catholique, d'autant plus qu'il s'agit généralement de groupes totalement informels; chacun d'entre eux étant toutefois capable d'une propre proposition éthique quelle qu'elle soit.

L'opinion publique a, malheureusement encore, tendance à croire que le drogué doit être traité comme un malade et que, par conséquent, son problème ne peut être résolu que dans des cliniques spécialisées.

Ce dénominateur commun de la pensée de la grande majorité au sujet de ce problème provoque une ultérieure émargination que le drogué lui-même dénonce comme étant à l'origine de sa protestation éclatante. Le toxico-dépendant sait parfaitement que de toute façon il n'est pas né comme tel et qu'il peut s'arrêter soit de fumer, soit de se piquer quand il le désire.

Si, par contre, quelqu'un est né avec en soi le désir d'autodestruction, lui dire que la drogue tue ne sert à rien: il sent, justement, être dans un état de «suicide chronique» il fait exprès de se faire du mal.

Dans son ouvrage, Gius distingue donc le simple consommateur de drogue (qui peut être celui qui l'essaie, peut-être même

beaucoup, sans cependant s'en laisser conditionner; ou celui qui en adopte de légère pour ne pas s'y habituer ou pour ne s'y habituer que d'une façon très relative. Le simple consommateur peut être comparé à celui qui boit pour boire, sans contrainte intérieure); le pharmacodépendant (celui qui est déjà devenu esclave de l'abus, mais d'une façon qui n'altère pas encore ses capacités de rester actif au sein de la société, sans en être tenu à l'écart directement); enfin le toxicomane (véritable ennemi de soi-même, celui qui se détache non seulement de la société, mais qui, dans un certains sens, se détache également de lui-même, se contraignant ainsi à une aliénation radicale).

Si l'on s'en tient à l'étude examinée ici, 80% de l'échantillon n'ont jamais eu de sollicitations pour essayer la drogue. Mais - si l'on se borne à l'examen des jeunes gens de 20 ans interrogés - 12% ont fait l'expérience, 4% en sont restés des victimes habituelles (proportion constante tant parmi les garçons que parmi les filles).

Parmi ceux qui «se vantent» d'expériences de ce genre, la très grande majorité s'est arrêtée aux drogues légères (80,9%). La cocaïne n'a été utilisée que par 7,3% et les opiacés par 1,3%.

Il peut être intéressant d'établir un parallèle avec la consommation de cette autre drogue qu'est l'alcool: 4% des parents interrogés admettent de boire plus d'un litre et demi de vin par jour; parmi les jeunes, 1,1% des étudiants et 2,3% des travailleurs en abusent souvent («de temps en temps» respectivement 14,9 et 16,8%). La plupart des jeunes gens n'en prennent tout simplement pas.

A la fin de son livre, Gius - analysé par «Il Regno» aux fins de l'enquête - avance également aux politiciens une série de propositions entre les préventives et les curatives. Il affirme que la solution ne peut être qu'une communauté pouvant offrir «des situations alternatives, au sein desquelles le sujet puisse se créer une solide personnalité».

Quant à la société, en général, il serait déjà bon qu'elle arrête de se limiter à criminaliser le drogué ou à le plaindre comme un malade, et qu'elle sache le considérer, tout d'abord, comme le signe d'une carence éthique qui existe en elle, avant même qu'en lui.

EVASION ET FRAUDE FISCALES INTERNATIONALES

Le développement des relations commerciales internationales et l'apparition de paradis fiscaux a considérablement augmenté les possibilités de fraude et d'évasion fiscales. Ces phénomènes se traduisent par une perte importante de revenus pour de nombreux gouvernements européens.

Ainsi, on estime qu'en France la fraude fiscale représente entre 30 et 50 milliards de francs par an. Au Royaume-Uni, on évalue à 1000 millions de livres par an la perte subie par le Trésor du fait de l'évasion fiscale.

FEU VERT A LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE DES REGIONS ET DES COMMUNES

Le Conseil de l'Europe vient de donner une nouvelle impulsion à la construction européenne en adoptant maintenant à Strasbourg, une convention cadre «sur la coopération transfrontalière des collectivités ou des autorités territoriales».

Cette nouvelle convention de l'Organisation des «21» vise à encourager et à faciliter la conclusion d'accords entre régions et communes, de part et d'autre d'une frontière, dans les limites de leurs compétences. De tels accords pourront s'étendre entre autres au développement régional, la protection de l'environnement, l'amélioration des infrastructures et des services publics, etc. allant même jusqu'à la création de syndicats ou d'associations de collectivités locales transfrontalières.

Pour tenir compte de la variété des systèmes juridiques et constitutionnels des 21 pays membres du Conseil de l'Europe, la convention offre toute une gamme d'accords modèles permettant aux collectivités locales et régionales ainsi qu'aux Etats de placer la coopération frontalière dans le cadre qui leur convient le mieux.

D'autre part, la convention prévoit que les Etats s'efforceront d'éliminer les difficultés de tous ordres pouvant entraver la coopération transfrontalière. Ils devront en outre, accorder aux collectivités locales engagées dans une coopération internationale les mêmes avantages auxquels elles auraient eu droit dans un contexte purement national.

La convention sera ouverte à la signature lors de la Conférence des Ministres européens responsables des collectivités locales qui se tiendra à Madrid du 21 au 23 mai 1980.

MICRO-ELECTRONIQUE ET EMPLOI

Réunion du Comité permanent de l'Emploi - Bruxelles, 26 février 1980

Le Comité permanent de l'Emploi (dont font partie les représentants de gouvernements, des parties sociales et la Commission) réuni à Bruxelles le 26 février 1980 a eu comme principal point à l'ordre du jour une communication de la Commission sur l'emploi et la nouvelle technologie micro-électronique.

Nous publions, ci-après, un résumé de cet intéressant document présenté par la Commission.

Les nouvelles technologies de la micro-électronique pourront devenir un secteur d'expansion économique ou un élément de crise: ceci dépendra aussi bien de la Communauté et des Etats membres que des entreprises et des syndicats.

Les changements sociaux et industriels qui dériveront de l'évolution de la technologie devront être orientés en fonction des objectifs politiques et sociaux de la collectivité. Une action communautaire est indispensable, non seulement pour conserver la compétitivité ou pour éviter une surcapacité, mais également pour garantir un progrès constant au sein de la Communauté vis-à-vis de l'impact prévisible sur l'emploi et des perturbations dans les conditions de travail et dans les rapports professionnels que déterminera la nouvelle technologie en renforçant l'emploi, en se donnant du mal pour améliorer les conditions de vie et de travail, ainsi que pour rendre plus équitable la répartition du travail.

Telle est la conclusion d'une communication sur la politique de l'emploi face à la nouvelle technologie de la micro-électronique que la Commission a approuvé - sur proposition du vice-président Vredeling - pour aider les gouvernements des Neuf et les parties sociales à uniformiser les fonctions et les tâches par rapport aux problèmes qu'ils soulèvent. Destinée au Comité permanent de l'Emploi, qui s'est réuni le 26 février 1980, cette communication fait suite à celle que la Commission avait adressé au Conseil à Dublin (novembre 1979).

La Communication au Comité permanent de l'Emploi prévoit trois principes sur lesquels devra se baser la réponse politique au défi lancé par la nouvelle technologie, soit:

- renforcer le dialogue entre les parties sociales au niveau de l'entreprise;
- favoriser, avec l'appui des gouvernements et en collaboration avec les parties sociales, de meilleures conditions de renouveau;
- insérer dans un tableau communautaire les développements et l'adaptation des politiques pour répondre aux nouveaux besoins.

Il ressort de la Communication de la Commission que la nouvelle technologie ne provoquera nécessairement pas la chute nette des postes de travail, mais non plus une augmentation du nombre d'emplois pour compenser ceux qui auront été perdus. Tout dépendra des conditions économiques générales du maintien de la compétitivité au sein de la Communauté et de la création de nouvelles sources d'emploi. La Commission recommande donc dans son document:

- d'augmenter le taux de croissance économique;
- d'élaborer des politiques qui contribuent à l'avance à la restructuration des régions et des secteurs touchés;
- de permettre un développement rapide des branches d'activité vers lesquels les nouvelles dépenses devront être canalisées et où les perspectives d'emploi sont les meilleures;
- de baser les instruments financiers de la Communauté sur le soutien de cette stratégie, en favorisant, en particulier, l'introduction de la nouvelle technologie dans les petites et les moyennes entreprises.

Croissance et durée du travail

L'augmentation de la productivité obtenue grâce à la nouvelle technologie pourrait donc remplir une des conditions qui permette la réduction de la durée annuelle du travail et des heures de travail supplémentaire effectué. Un autre aspect de la technologie est celui de permettre l'exploitation plus souple ainsi que l'élasticité des horaires de travail, y compris les services extraordinaires à temps partiel. Ces mesures contribueraient à créer de nouveaux emplois et à améliorer les conditions de travail en général. Des systèmes de retraite souple pourraient, en outre, être introduits au cas où les changements technologiques devraient provoquer la perte du poste de travail de la part de travailleurs âgés et dont les perspectives de réemploi sont limitées.

Conditions de travail

La nouvelle technologie aura une profonde incidence sur les conditions de travail. Divers problèmes d'adaptation devront être affrontés, tels que la déqualification, la nécessité d'extension et d'enrichissement des fonctions, les changements et les évolutions de la carrière, la description des postes de travail, les problèmes hiérarchiques ainsi que la nécessité d'éviter l'aliénation que comporte un processus de production toujours plus impersonnel. Une attention particulière devrait être apportée aux risques de discrimination et de segmentation que pourraient accroître des méthodes décentralisées sur le marché du travail. En outre, l'augmentation du travail à domicile aurait, sans aucun doute, des conséquences déterminantes en ce qui concerne la division des responsabilités homme-femme dans ce milieu.

La responsabilité des parties sociales est particulièrement importante dans tous ces cas. Ceci est également valable pour les gouvernements qui doivent lancer une politique qui va au-delà des préoccupations traditionnelles du bien-être physique et de la sécurité sur le poste de travail.

Qualité de la vie

La nouvelle technologie aura des effets bénéfiques sur la qualité de la vie, car elle permettra à la société de mieux satisfaire aux obligations vis-à-vis des catégories moins favorisées, en transférant tout d'abord des revenus et de la main-d'oeuvre vers des activités ayant besoin d'une main-d'oeuvre nombreuse en venant au secours des personnes malades et âgées et, en un second temps, en satisfaisant aux nécessités sociales telles que l'allègement des travaux domestiques ingrats ou l'équipement de maisons pour les personnes âgées. La Commission étudiera les formes d'actions communautaires les plus appropriées à cet égard.

Le problème de la fiabilité et de la garantie de l'information doit être attentivement suivi, éventuellement par des organismes indépendants désignés par les gouvernements, tandis que des mesures de sauvegarde et de réglementations devront être adoptés afin de garantir le respect des droits des individus. Une éventuelle action communautaire n'est pas à exclure.

La formation professionnelle

L'impact de la nouvelle technologie va au-delà du concept traditionnel de la réadaptation marginale et du recyclage des travailleurs touchés.

Les processus productifs seront moins tangibles et donc moins faciles à comprendre; ils nécessiteront le recours à de nouveaux rapports «homme-machine». Le développement des qualifications et des capacités adaptées à la nouvelle technologie comporte donc une nouvelle approche du processus de formation, au lieu d'une simple formation et d'un recyclage vers les qualifications requises.

De nombreuses qualifications actuelles - parmi lesquelles quelques-unes rares aujourd'hui - risquent toutefois d'être rapidement surpassées et d'avoir des effets particulièrement évidents pour les femmes. D'autre part, de nombreuses qualifications requises pour l'utilisation pratique de la nouvelle technologie restent rares.

Au niveau communautaire, la Commission préparera un résumé des nécessités en matière de formation professionnelle sur la base du développement de la nouvelle technologie, fondé sur l'avis du Comité de consultations pour la formation professionnelle. Le Fonds social européen offre la possibilité de financer la réadaptation professionnelle des travailleurs dont les qualifications ne sont plus nécessaires aux techniques requises dans les industries qui ont recours à la micro-électronique et aux calculateurs.

Le marché du travail

Il est opportun de procéder à une profonde révision et à une vigoureuse réactivation des mesures de soutien du marché de l'emploi. Cette révision devrait tendre vers une plus grande souplesse et disponibilité de la part des bureaux de placement et d'orientation professionnelle. Les travailleurs devraient pouvoir prévoir les situations critiques à travers une étude appropriée de l'évolution et améliorer leurs liens avec les entreprises, avec les systèmes de formation professionnelle et avec le système éducatif.

Protection et assistance sociale

Les systèmes actuels de protection du travail et de garantie des revenus, ainsi que les politiques de licenciement ne semblent pas être entièrement adaptés aux nouveaux problèmes. La législation et les accords en matière de licenciement devraient faire l'objet d'un intérêt particulier, afin de faciliter l'accès à des emplois substitutifs. Une attention spéciale devra être adressée aux travailleurs, surtout âgés, qui ont plus de difficulté que d'autres pour s'adapter aux nouvelles structures du travail et à trouver un nouvel emploi.

Analyse permanente de l'évolution de la structure de l'emploi

Comme il est impossible de prévoir avec précision l'évolution et les futures structures de l'emploi, il est nécessaire d'élaborer, au niveau national, des méthodes d'analyse permettant d'identifier rapidement les secteurs «problématiques». Dans ce contexte, l'amélioration de la transparence des programmes d'investissement des employeurs est rendu nécessaire pour faciliter l'identification des secteurs d'emploi touchés.

Cette analyse devrait se dérouler dans le cadre d'une concertation adaptée à tous les Etats membres, mais de manière à permettre l'exploitation à l'échelle communautaire avec des résultats comparables à d'autres programmes prévisionnels qui comprennent également les programmes FAST de la Communauté (Forecasting of Science and Technology) ainsi que les prévisions jusqu'en 1990.

Information et assistance

Une campagne d'information organisée pour le grand public et certains groupements de personnes intéressées, y compris les parties sociales, pourrait contribuer considérablement à développer un climat favorable pour un renouveau social souhaité.

Parties sociales

La nouvelle technologie modifie la répartition et le poids du pouvoir industriel et social, et trouble la vie de nombreux travailleurs. Il est essentiel de reconnaître l'importance des conséquences de tels changements; les syndicats devraient donc avoir le droit d'accéder à toutes les informations nécessaires et d'être consultés sur les propositions relatives à l'application de la nouvelle technologie, que soient enregistrées ou non des pertes de postes de travail.

Si l'impact sur la force de travail devait être important et comporter des changements dans les méthodes de travail, dans la classification des emplois, etc., il serait opportun d'avoir recours à un système de conventions en matière technologique; c'est pourquoi les modifications relatives à l'emploi seraient discutées et adoptées par les comités paritaires syndicats/employeurs. Ce type de convention a été adopté, dans certains cas, en République fédérale d'Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les problèmes pris en considération varient considérablement d'une convention à l'autre, mais concernent tous des questions telles que l'objectif des niveaux occupationnels, les droits à la formation, le recyclage, la sécurité de l'emploi, les heures de travail et les indemnités de licenciement.

Les nations européennes et l'enseignement de l'histoire

de H. MULLER

On ne cesse de répéter que la construction de la future Europe unie pré-suppose la formation, dans tous les pays, d'une génération de «constructeurs» libres des préjugés séculaires et tenaces qui opposent les nations européennes les unes aux autres. C'est parfaitement juste; seulement à la base de cette présupposition il y en a une autre, à savoir que les responsables politiques d'aujourd'hui sachent réorganiser tous les moyens de l'éducation dans le sens *européen* ou, au moins, dans le sens de contrecarrer et annuler les traditions anti-européennes. A quel point sommes-nous dans cette voie? Répondre par «juste au début» serait faire preuve d'un optimisme déraisonnable. On a, en effet, l'impression que la classe politique qui nous dirige ne se pose même pas sérieusement le problème, élémentaire, primordial, d'un enseignement orienté dans un esprit unitaire, européen. La question se pose avec des aspects particuliers plus ou moins dramatiques dans chaque matière d'enseignement. Elle touche de très près les disciplines humanistes - les promoteurs de l'unification européenne ne

proclament-ils pas la nécessité d'un nouvel humanisme? - et parmi celles-ci l'histoire, en particulier. Inutile de se lamenter sur la persistance, dans les manuels d'histoire de divers pays, d'idées «non européennes» pour ne pas dire «anti-européennes», soutenues au nom du patriotisme et de l'orgueil national. Il faut agir. Mais vaincre les préjugés aussi profonds que ceux qui dérivent du chauvinisme est une tâche presque sur-humaine - dira-t-on, et non sans raison -. Toutefois ce qui inquiète plus peut-être que la résistance du nationalisme anti-européen, c'est une tendance à négliger totalement l'enseignement de l'histoire et en réduire considérablement son poids dans le dosage des programmes scolaires. (Il paraît que cette tendance agit aussi dans les pays de l'Est, en relation avec la décadence générale des «sciences humaines» dont le prestige s'est vu éclipsé par les «sciences exactes ou positives»).

Un des pays occidentaux où l'enseignement de l'histoire semble particulièrement menacé est la France. Un cri d'alarme a été lancé à ce propos à l'automne dernier; un

débat organisé récemment à Paris, à l'occasion du 400e numéro de la revue «*Historia*», a mis en évidence les causes et la gravité du problème. Ce n'est pas la première fois, dans l'âge moderne, que les hommes de culture se demandent très sérieusement: «Mais au fond, à quoi sert d'apprendre l'histoire?» Pourquoi faire peser sur la mémoire des jeunes générations le fardeau de la mémoire de l'humanité? Qu'obtiennent-elles en échange de leurs efforts de mémorisation? - Et le nombre de telles questions embarrassantes ne cessent d'augmenter.

L'historiographie enseigne que, comme disait Hegel «L'histoire du monde est le tribunal du monde»; ceci veut dire aussi qu'en lisant les pages des livres inspirés par Clio - leur succès commercial est très significatif quand on le met en parallèle avec la régression de l'histoire dans les écoles - on lit autant de verdicts sur les grandes personnalités. On constate ainsi avec amertume que le «Weltgericht» hégélien est impitoyable pour les vaincus et généreux envers les vainqueurs; eux, ils ont eu raison. Quelle est la morale qu'on peut en déduire? Hélas, on ne la connaît que trop: *la raison du plus fort est toujours la meilleure*. Et alors, que dire de la moralité et de la force éducative de l'histoire?

A tout ceci un avocat plaidant pour l'histoire répondra que *ces jugements ne sont pas définitifs*; les exemples foisonnent de personnalités condamnées par l'histoire et, toujours par elle, réhabilitées et surtout de personnalités illustres pendant un certain temps et ensuite englouties par l'oubli.

L'histoire qu'on enseigne aux enfants est l'histoire des guerres, et c'est ainsi qu'est né le spectre terrifiant de «l'ennemi héréditaire»; chaque nation européenne en possède un. L'histoire qui a créé ces monstres mérite-t-elle encore une place de choix dans l'enseignement? Afin qu'elle y entretienne le culte de la vengeance et la haine innassouvie contre «l'ennemi héréditaire»?

Certainement pas. L'historiographie a des péchés et le chauvinisme en est un. Mais l'opinion publique est à même de se rendre compte qu'il n'est pas de haine réputée inexplicable entre deux peuples que leurs dirigeants ne parviennent à surmonter s'ils réussissent à dépasser les préjugés et à faire prévaloir la sagesse et les vrais intérêts des peuples sur les ambitions ridicules et,

tant de fois, criminelles.

En parcourant les livres d'histoire et de philosophie de l'histoire, on devient sceptique; on s'étonne en constatant combien «dociles» sont les faits dont est tissée la vie des nations et des Etats: ce qui, pour un marxiste, représente la manifestation de la *nécessité* objective, pour un esprit religieux est l'affirmation de la volonté divine («le doigt de la providence») et puis il y a les chercheurs qui n'aiment pas les «causes finales» et les explications téléologiques et préfèrent une histoire sans finalité («dépourvue de sens», diraient les autres!).

Pourquoi enseigner l'histoire aux jeunes générations?

D'abord parce que tout peuple est le résultat de son passé, est fait de traditions, de coutumes, de souvenirs d'expériences vécues; parce qu'un peuple ne vit pas uniquement dans son présent, mais aussi dans son passé, qui est au fond sa substance. Les peuples actuels plongent leurs racines dans l'antiquité; ignorer ses racines signifierait se fermer l'accès à la connaissance profonde des peuples.

Ensuite, parce qu'elle est aussi indispensable aux sociétés que la mémoire à l'individu. On ne peut pas survivre sans mémoire! Mais, naturellement, la mémoire des individus et des collectivités n'arrive à remplir son rôle que si elle est sélective, si elle trie, en jetant dans l'oubli ce qui ne sert pas - ou nuit! à la survivance, à la solution des problèmes du présent. Et c'est justement pour cette raison que l'historiographie appliquée aux nécessités de l'école doit contribuer à effacer les souvenirs qui agissent contre les intérêts des peuples. La didactique de l'histoire a beaucoup changé si on la compare avec celle d'entre les deux guerres mondiales; on tend à éviter de ne raconter que la vie des seuls dirigeants et la succession des guerres. Dans les nouveaux manuels - en France et ailleurs - on apprend aux enfants que les événements, qui jouaient le rôle essentiel dans l'ancienne didactique, doivent être *interprétés* et non seulement racontés et mémorisés par les élèves; cette interprétation se fonde sur une conception plus large des «faits», en voyant leurs conditionnement et substrat géographique, économique, mais aussi moral, spirituel. Dans ces manuels, on apprend aux enfants que les grands problèmes de l'humanité qui ont jalonné et déterminé

l'histoire récente et lointaine, sont la faim, l'approvisionnement en eau, en matières premières, en énergie. On apprend aussi à apprécier l'importance - au niveau théorique, du moins! - de la solidarité des peuples et à condamner les aventures impérialistes qui ont coûté à l'humanité des sacrifices absurdes. Malgré ces changements d'optique qui caractérisent beaucoup de manuels, ceux-ci représentent encore des initiatives isolées.

La régression de l'histoire dans l'enseignement français n'est pas l'effet d'une politique erronée du ministre actuel - comme on lit parfois dans les journaux. Pourquoi ne pas vouloir reconnaître que, de la manière dont elle est enseignée aujourd'hui, l'histoire ne représente pas un intérêt particulier pour les élèves, qui ne se sentent pas attirés par elle? C'est donc aussi par des changements dans la didactique - et non seulement dans la conception et le choix des problèmes - qu'on parviendra à améliorer la situation de cette matière d'enseignement.

Vu qu'il s'agit d'une question dont la portée dépasse largement les frontières d'un seul pays et dont l'actualité est liée aux ef-

forts européens sur le plan culturel, il nous semble évident que sur la place, la substance et la méthodologie de l'histoire dans l'enseignement de tous les niveaux doivent se prononcer des spécialistes réunis sous diverses formes de coopération. Car on en peut pas prêcher l'unité aux jeunes esprits des élèves, si l'on reste soi-même isolé dans la tour d'ivoire nationaliste.

On discute si l'histoire est morale ou immorale, optimiste ou pessimiste, utile ou inutile, et on a accumulé, à ce sujet, une quantité impressionnante d'arguments pour les deux termes de chaque couple antithétique. Trancher toutes ces questions est impossible, mais une chose au moins est certaine: que l'humanité de demain pourra tirer de grands profits - sur tout les plans - si les jeunes générations étaient éduquées maintenant dans l'esprit de la recherche des facteurs qui unissent les peuples, de la découverte des dénominateurs communs dans l'antiquité la plus reculée. Mais ceci suppose accorder à l'histoire en général et à l'histoire de sa propre nation, une importance supérieure et freiner la tendance régressive dont on a signalé l'existence.

H.M.

Opinion:

EUROPE-PALESTINE vers une coopération diplomatique

de FRANCIS DESSERT

Pendant de nombreuses années - très exactement depuis la création même de l'Etat d'Israël - un tragique malentendu sépara l'opinion européenne des peuples arabes et, plus précisément, des Palestiniens.

Souffrant d'une espèce de complexe de culpabilité suite aux persécutions dont avaient été victimes les juifs européens par le fait du nazisme, l'Europe officielle agissait en quelque sorte comme si elle voulait se débarrasser de ses souvenirs sur le dos d'une population qui n'avait été pour aucune part dans ce drame, à savoir les Palestiniens...

Les deux grandes puissances agirent de même. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique virent dans l'Etat d'Israël un jalon, car il ne faudrait pas oublier que le soutien soviétique aux Palestiniens - qui pour être actuel n'en est pas pour autant désintéressé - est relativement récent: il serait bon que la jeune génération palestinienne se remémore ce fait avant de tomber tête en avant dans le charme moscovite!

Poussés à bout, les Palestiniens - comme bien d'autres peuples avant eux dans l'Histoire - n'eurent d'autres recours que les armes. Terrorisme? Soit, mais De Gaulle fut aussi traité de «terroriste» et l'on sait par qui...



Cependant, la fin des années 70 aura été marquée par une offensive - toute pacifique - de l'Organisation de Libération de la Palestine - sur le front de la diplomatie internationale et singulièrement européenne. Après la réception officielle à la tribune des Nations Unies du président Yasser Arafat, nationaliste modéré qui, en Europe, passerait pour un centriste, l'OLP ouvrit des bureaux dans de nombreux pays européens avec l'accord des gouvernements intéressés. En France, en Belgique, en Turquie s'ouvrirent des centres d'information.

Conservant une tradition bien établie, l'Espagne du Roi Juan Carlos fut le premier Etat d'Europe occidentale à recevoir - au niveau de son premier ministre - le président de l'OLP. Quant à l'Autriche, son chancelier fédéral Bruno Kreisky - par ailleurs, d'origine juive - reçut M. Yasser Arafat lors d'une réunion de l'Internationale socialiste. Ensuite, le Portugal accueillit le même leader palestinien lors d'un congrès international euro-arabe.

Néanmoins, de nombreux observateurs considérant que le jalon principal de la diplomatie européenne de la Palestine serait la France où, faut-il le rappeler, les positions du général de Gaulle et du président Pompidou avaient marqué profondément l'opinion publique.

Lors de son récent voyage dans les pays du Golfe arabe, le président Valéry Giscard d'Estaing renoua avec cette politique et ses discours devinrent de plus en plus précis au fur et à mesure qu'il approchait, depuis les Emirats, vers les frontières d'Israël. En Jordanie, il fut direct en affirmant que les Palestiniens, par la voix de l'OLP, devaient obligatoirement être associés à toute négociation internationale sur la question du Moyen-Orient. Au même moment, par la voix de M. Gaston Thorn, vice-président du Conseil du Gouvernement, ministre des Affaires étrangères - et par ailleurs président de l'Internationale Libérale - le Grand-Duché de Luxembourg reconnut lui aussi les droits palestiniens et l'OLP. Enfin, la République fédérale d'Allemagne...

Il importe maintenant que le dialogue euro-arabe - concernant la Ligue des Etats arabes et la CEE - progresse et que la partie européenne n'hésite plus à sortir du strict terrain des négociations économiques.

La question palestinienne est certes politique, et même pour l'Europe elle est géopolitique. Mais c'est aussi une question de culture et d'oecuménisme. Jérusalem n'est-elle pas la Ville Sainte au regard des traditions monothéistes et même de la Tradition au sens guénonien de ce terme?

L'Europe a été trop longtemps absente en politique étrangère. Elle revient enfin et positivement. Plus positivement en tout cas que les déclarations de Mme Simone Veil qui aux USA affirma «à titre personnel» que l'Europe soutiendrait militairement Israël... Quelle Europe, Mme le Président? Voudriez-vous - comme Serge Gainsbourg en profanant «La Marseillaise» donner des excuses à certains?

Avis aux lecteurs

Cher lecteur,

Nous vous envoyons régulièrement, depuis longtemps déjà, le «*Bulletin Européen*» *Tribune Libre de l'Européisme* dont nous avons commencé la publication dès l'année 1950, alors que l'idée d'une Europe unie faisait ses premiers pas.

Même si cette bataille a enregistré de nombreux succès, elle est encore bien loin d'être définitivement gagnée. Il convient donc d'insister plus que jamais pour mobiliser et sensibiliser, dans ce sens, l'opinion publique de notre continent; il faut que la formation d'une Europe fédérale advienne à la suite d'un mûrissement des peuples qui la composent et non pas uniquement parce qu'elle est voulue par les quelques hommes politiques qui les représentent.

Notre «*Bulletin Européen*» a été distribué jusqu'à présent - et nos lecteurs le savent bien - à titre entièrement gratuit. Mais, malheureusement, les augmentations constantes des coûts d'imprimerie et d'envoi nous obligent à lancer un appel à nos lecteurs qui en appréciant notre action, auront l'amabilité de nous donner leur soutien en souscrivant un abonnement.

Mais notre effort pour développer et propager l'idée d'une Europe unie ne peut pas être conditionné par l'éventuelle absence de souscription à un abonnement, souscription qui ne serait pas possible pour nos lecteurs de l'Europe de l'Est. Nous vous informons donc que le «*Bulletin Européen*» continuera à être régulièrement envoyé à tout le monde.

Afin d'accroître notre modeste contribution à ce grand idéal, nous désirons étendre la connaissance des problèmes européens à un cercle toujours plus vaste de lecteurs qui croient sincèrement à la nécessité historique que notre vieux continent doit unir les forces des peuples qui le composent pour reprendre la place qui lui est due dans la formation de l'histoire du monde, dans un climat de paix et de collaboration fraternelle et civile.

C'est pour cela, cher lecteur, que nous vous prions de bien vouloir remplir et nous retourner la petite carte ci-jointe avec votre réponse et la signalisation des nom et adresse de vos amis que vous estimez être intéressés par notre publication.

D'avance, nous vous en remercions.

Bulletin européen

- J'apprécie les idées et l'action du B.E.
- Je me réserve de souscrire un abonnement
- Je ne désire plus le recevoir

Prénom et nom _____

Adresse _____

Avis aux lecteurs

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1980. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n.° 36220002 à Rome au nom du

BULLETIN EUROPEEN
Foro Traiano, 1/A - 00187 Rome

A B O N N E M E N T S

Italie:

ordinaire	lires	6 000
de soutien	lires	30 000

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	50
de soutien	ff.	250

Pays extra-européens:

ordinaire	USA \$	20
de soutien	USA \$	60

(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)

Je pense que les personnes suivantes peuvent être intéressées par les questions traitées dans le Bulletin Européen:

1	
2	
3	
4	



BULLETIN EUROPEEN
Tribune libre de l'Européisme

00187 ROMA (Italia)
Foro Traiano 1/A

La session de l'Institut d'Etudes Mondialistes

Programme 1980: du 24 au 30 Août
Thème: «MASS-MEDIA et NOUVEL ORDRE MONDIAL»
 avec la participation des Prix Nobel Sean Mac Bride
 et Lord Philip Noel-Baker

Dimanche 24 Août,	14 h. 30	Paul de La Pradelle	Ouverture «Financement des mass-media»
	15 h.	Maurice Refregier	
Lundi 25 Août,	9 h. 30		«Puissance subjective de l'information»
	14 h. 30	Andrée Gaymard-Rollet	«Audio-visuel et édu- cation»
Mardi 26 Août,	9 h. 30	Francis Dessart	«Vers une philosophie de la communication»
	14 h. 30	François Billetdoux	«Pour une approche globale des politiques de communication»
Mercredi 27 Août,	9 h. 30	Antonin Besson	«Mass-media et justi- ce»
	14 h. 30	Jacques Truchot	«Le droit de l'homme à communiquer»
Jeudi 28 Août, Vendredi 29 Août,	9 h. 30	Journée libre (circuit touristique) Jacques Guerif animera un séminaire sur le thème: avec: André Diligent, Robert Fenau, William Grossin, Louis Perillier, Jean Rous	«Vers une nouvel or- dre mondial de l'in- formation».
Samedi 30 Août,	9 h. 30	René Wadlow	«Rôle de la commu- nication dans le tiers- monde»
	14 h. 30	Paul de La Pradelle	Conclusion: «Pourquoi les media résistent-elles au mon- dialisme?»

Fondé par le Congrès des Peuples en 1977, sous la forme d'une Association déclarée conformément à la loi de 1901 (J.O. du 8.2.79) et inauguré le 9 Juillet 1978 à La Lambertie (France), l'Institut d'Etudes Mondialistes, organisme de culture et de recherche, a pour but de préparer:

- l'introduction et l'animation d'une prospective mondialiste dans les programmes des différents niveaux d'enseignement;
- la création d'une Faculté-pilote des Sciences Politiques et Humaines, autonome, à vocation mondialiste, habilitée à décerner des diplômes.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

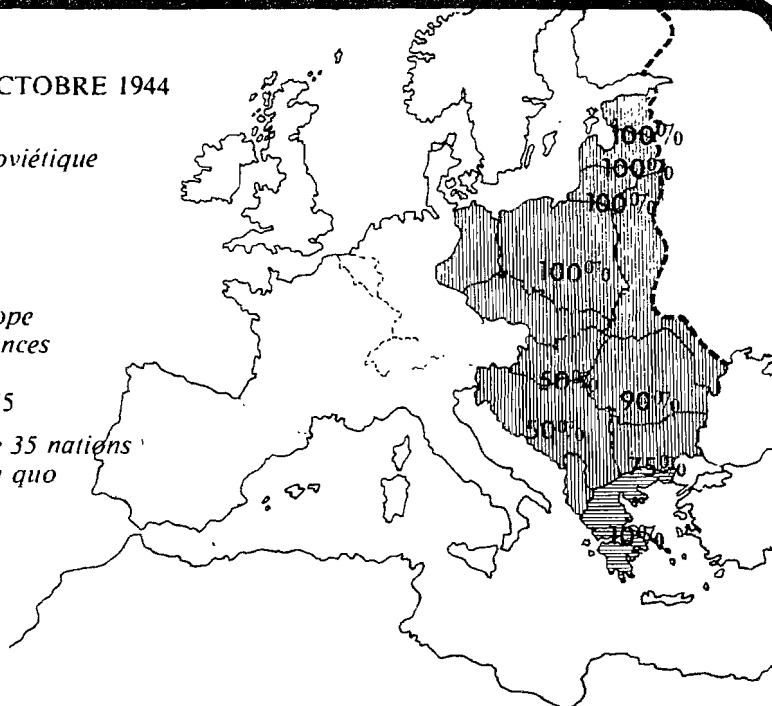
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Y. Duval</i> : L'action internationale de la France	1
Le rôle de l'Europe dans le monde	4
La drogue - Problème européen	6
Conseil de l'Europe	9
Micro-électronique et emploi	10
<i>H. Müller</i> : Les nations européennes et l'enseignement de l'histoire	13
<i>F. Dessart</i> : Europe-Palestine, vers une coopération diplomatique	15

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11